



Résumé de la discussion en ligne sur

La violence à l'égard des femmes en politique

Janvier 2019



Empowered lives.
Resilient nations.



CONTRIBUTIONS

La discussion en ligne a rassemblé dix-huit contributions de la part des participants suivants :

1. [Agripinner Nandhego](#), spécialiste de programme, Participation politique et leadership, ONU Femmes, **Ouganda**
2. [Akua Dansua](#), ancienne ministre de la Jeunesse et des Sports (première femme à occuper ce poste à ce jour) et ancienne ambassadrice du Ghana en Allemagne, **Ghana**
3. [Dr. Aameena Al-Rasheed](#), experte d'iKNOW Politics, consultante, ancienne professeure adjointe et conseillère régionale des Nations Unies, **Royaume-Uni**
4. [Batoul Abdel Hay](#), ancienne membre du Parlement, membre du Réseau des femmes parlementaires arabes, Ra'edat, **Mauritanie**
5. [Bea Abellan](#), responsable du plaidoyer chez Glitch, **Royaume-Uni**
6. [Fatima Mena](#), maire de San Pedro de Sula, **Honduras**
7. [Gabrielle Bardall](#), conseillère en genre à la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), **États-Unis**
8. [Dr. Indra Biseswar](#), coach et consultante en genre, **Pays-Bas**
9. [Juliana Restrepo](#), stagiaire postdoctorale à l'École d'études internationales Josef Korbel, **Colombie**
10. [Kadidia Doumbia](#), spécialiste en genre et éducation, **États-Unis**
11. [Lourdine Dumas](#), chef de projets et de recherche, **Canada**
12. [Lytha Loulou](#), utilisateur d'iKNOW Politics
13. [Monia Garci](#), pharmacien et membre du conseil d'administration de l'ONG AMAL, **Tunisie**
14. [Nisreen Amer](#), Rights Without Chains Organization, **Libye**
15. [Paloma Román Marugán](#), docteur en sciences politiques, professeur à l'Université Complutense de Madrid, **Espagne**
16. [Sarah Mwambalaswa](#), membre d'iKNOW Politics, **Tanzanie**
17. [Seyi Akiwowo](#), fondateur de Glitch et ancien conseiller local de Newham, East London, **Royaume-Uni**
18. [Tamarah Santana](#), présidente de la Fundación Mujeres Salomé Ureña - FUNDAMUSA, **République dominicaine**

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION

iKNOW Politics et ses partenaires remercient les utilisateurs de la plateforme d'avoir pris le temps de participer à cette discussion en ligne et de partager leurs expériences, pratiques et recommandations. Les contributions sont résumées ci-dessous.

1. Qu'est-ce qui cause la violence contre les femmes en politique ? Pourquoi est-elle si répandue à travers le monde ?

La participation et représentation politiques des femmes ont réalisé des progrès sans précédent au cours du siècle précédent. Cependant, la représentation des femmes est bien en dessous de la parité à tous les niveaux de la prise de décision politique à travers le monde. Les femmes continuent à faire face à des préjugés, à des discriminations et à des actes de violence psychologique et physique lorsqu'elles se joignent à un domaine d'où elles étaient traditionnellement exclues et activement écartées. Les hommes en politique font également face à la violence, mais les motivations et l'impact de la violence à l'égard des femmes sont différents. Les participantes s'accordent à dire que la violence à l'égard des femmes

contribue au manque de participation et de représentation politiques des femmes dans le monde et, par extension, menace les droits des femmes, l'égalité des sexes et la démocratie.

Comme toutes les formes de violence à l'égard des femmes, la violence en politique est un produit de l'inégalité structurelle et des préjugés profondément enracinés, causés par une oppression et une répression patriarcales continues. La violence à l'égard des femmes en politique se manifeste à travers les préjugés et l'oppression symbolique, le sexisme, la discrimination, le harcèlement et finalement la violence. Les participantes font valoir que la violence à l'égard des femmes en politique est la forme la plus radicale de violence à l'égard des femmes, car en plus d'être une manifestation flagrante de l'inégalité, elle institutionnalise la position subordonnée des femmes dans la société en leur niant systématiquement leurs droits et en les excluant du processus de prise de décision publique.

S'appuyant sur son expérience en **Éthiopie** et en **Inde**, [Dr. Indra Biseswar](#) affirme que les normes de genre restent généralement rigides dans de nombreuses communautés, notamment rurales, lorsqu'il s'agit de femmes occupant des postes de leadership. Les femmes qui se présentent à des fonctions politiques défient les normes sociales et sont considérées comme des intruses dans un espace qui ne leur est pas destiné. Pour cela, elles sont souvent scrutées, stigmatisées et ciblées.

Il est difficile pour les femmes souhaitant s'impliquer en politique d'obtenir le soutien nécessaire. Conscients des obstacles auxquels se heurtent les femmes pour poursuivre une carrière politique, les familles et les amis ont tendance à décourager les femmes de suivre cette voie. Comme le rapporte [Agripinner Nandhego](#), ce sont parfois les membres de la famille et les amis qui infligent des violences psychologiques ou autres aux candidates et aspirantes. En **Ouganda**, une étude récente publiée par le Bureau des statistiques de l'Ouganda a révélé que 90% des répondants ont attribué la faible représentation politique des femmes au besoin d'obtenir une autorisation du mari avant de se présenter aux élections. Les femmes qui choisissent de défier leur rôle traditionnel dans la société et la famille s'exposent donc à une résistance violente et à des représailles.

Les partis politiques constituent un autre espace où les femmes peuvent être soumises à la violence. [Fatima Mena](#) partage une étude de l'Institut national démocratique (NDI) sur les violences subies par les femmes au sein des partis politiques au **Honduras**. L'étude, qui repose sur une enquête, un groupe de discussion et des entretiens approfondis avec des membres et des dirigeants de partis politiques, révèle que la violence contre les femmes existe au sein des partis en général, plus particulièrement lors des processus de sélection et de nomination des candidats ainsi que dans l'exercice des fonctions électives. Bien qu'il y ait généralement autant de femmes que d'hommes militants au sein des partis, les femmes ne bénéficient pas de la même considération pour les candidatures sur les listes électorales et pour les postes de leadership que les hommes. Beaucoup de femmes sont limitées dans leur engagement parce que leur autonomie financière, leur temps et la liberté d'en disposer, sont limités.

[Juliana Restrepo](#) affirme que la violence croissante à l'égard des femmes en politique est le résultat d'une participation féminine plus visible et forte en politique. Les opportunités des agresseurs se multiplient au fur et à mesure que plus de femmes entrent en politique. La présence et l'engagement accrus des femmes dans des espaces traditionnellement dominés par les hommes, comme la politique, font que certains hommes ressentent une perte de pouvoir et se tournent vers la violence pour maintenir le statu quo. Elle dit que les femmes qui défient les rôles traditionnels en montrant des ambitions de leadership et aspirant à être élue sont souvent attaquées par ceux qui souhaitent les "remettre à leur place".

Cependant, [Gabrielle Bardall](#) conteste la perception selon laquelle la violence à l'égard des femmes en politique est à la hausse, affirmant que même si ce phénomène existe depuis les premières heures de la participation politique des femmes, aucune donnée n'indique qu'il a récemment pris de l'ampleur. Les femmes politiques, les experts et les universitaires ont considérablement sensibilisé le public à la question au cours des dix dernières années environ, mais cette prise de conscience ne devrait pas être confondue avec une fréquence ou une prévalence plus importante. Pour comprendre le phénomène, il faut mettre en place des bases de référence pour permettre de le mesurer dans différents contextes et les recherches devraient se focaliser sur l'impact de la représentation politique croissante des femmes et voir si une réaction négative existe.

2. L'UIP indique qu'environ la moitié des femmes parlementaires victimes d'actes de violence ne les signalent pas au service de sécurité parlementaire et / ou à la police. Le taux est beaucoup plus bas pour les plaintes de harcèlement sexuel. Comment expliquez-vous cela ? Que faut-il changer pour que toutes les femmes portent plainte ?

Le signalement des actes de violence à l'égard des femmes reste un défi, ce qui rend difficile une bonne compréhension du problème et par conséquent le développement de solutions efficaces pour y remédier. Les participantes soulignent que les raisons qui empêchent de nombreuses femmes de signaler les actes de violence subis en politique sont similaires à celles liées à d'autres actes de violence et de maltraitance fondés sur le genre. Elles incluent la honte, la culpabilité et la peur du chantage, des menaces et des représailles sur leur vie privée et professionnelle. Les campagnes de décredibilisation, les examens minutieux et l'intimidation, associés au manque de soutien et de compréhension de nombreuses femmes qui se sont manifestées par le passé, découragent les autres de faire de même.

[Lourdine Dumas](#) se souvient de l'affaire fortement médiatisée dans laquelle les accusations d'agression sexuelle formulées par la docteure Christine Blasey Ford à l'encontre de Brett Kavanaugh avaient été écartées, ce qui avait permis sa nomination à la Cour suprême des États-Unis. Pour elle, l'affaire a dégoûté et dissuadé de nombreuses femmes aux **États-Unis**, et au-delà, de signaler des incidents d'agression car elle a montré à quel point il peut être difficile pour les femmes d'être entendues et de traduire leurs agresseurs en justice. [Batoul Abdel Hay](#) et [Nisreen Amer](#) rapportent aussi que les femmes politiques en **Libye** et en **Mauritanie** s'abstiennent de signaler les incidents d'agression par crainte du scandale qu'elles et leurs familles endureraient. Dans les sociétés où l'honneur et la réputation sont une question de vie ou de mort pour les femmes, les gains potentiels de la dénonciation d'actes de violence ne valent tout simplement pas les risques que ça engendre.

[Gabrielle Bardall](#) affirme que les défis liés aux plaintes sont plus complexes lorsqu'il est question de violence contre les femmes en politique, car les femmes politiques et les dirigeantes peuvent sentir une certaine pression de paraître « solides » et d'éviter les situations de faiblesses résultant d'incidents perçus comme honteux ou embarrassants. [Juliana Restrepo ajoute que dans de nombreux pays](#), par crainte des traitements inadéquats par les policiers, des représailles potentielles et du double fardeau de prouver les agressions et leurs auteurs, de nombreuses victimes préfèrent se taire et ainsi éviter le risque d'être traumatisées à nouveau par le processus de plainte.

Les participants sont d'accord que les mécanismes de rapport existants sont faibles et inefficaces. [Juliana Restrepo](#) partage des exemples de dysfonctionnements de ces mécanismes conclus à travers ses recherches sur la violence contre les femmes en politique en **Amérique latine** :

Les femmes doivent signaler l'incident aux chefs des partis qui souvent sont eux-mêmes auteurs d'actes de violence ou leurs proches. Lorsque des femmes portent plainte, elles sont ostracisées parce qu'on considère qu'elles ont trahi le parti. Dans d'autres cas, les procédures à suivre pour signaler des actes de violence à l'égard des femmes sont pénibles, en particulier dans les zones rurales. Elles peuvent impliquer des procédures bureaucratiques ou juridiques complexes qui peuvent prendre... plus longtemps qu'une campagne électorale... Un autre élément qui affaiblit le processus de signalement est la tendance de ne pas croire les victimes d'agressions ou de considérer les actes de violence auxquels elles font face pas graves et représentant le coût inévitable du travail politique pour les femmes. Ce comportement ne tient pas compte du fait que la violence à l'égard des femmes en politique monte fréquemment en puissance et que des actions apparemment mineures - telles que des insultes publiques et des images humiliantes - sont suivies de formes plus graves de violence telles que la violence physique et sexuelle.

Pour être efficaces, les mécanismes de signalement doivent agir rapidement, proposer des options de signalement anonyme, être centrés sur la victime et être indépendants. Ils doivent également prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et éviter de douter de la véracité des plaintes, car les études sur la violence à l'égard des femmes ont démontré à maintes reprises que les faux témoignages sont extrêmement rares. [Akua Dansua](#) exhorte les institutions politiques telles que les parlements et les partis politiques à adopter des codes de conduite spécifiant des sanctions pour tous les actes de violence contre les femmes et à veiller à ce que tous les membres et le personnel, quelle que soit leur séniorité, adhèrent. Toutes ces mesures renforceraient la confiance des femmes en politique dans les mécanismes de responsabilisation de leur lieu de travail et les aideraient donc à se sentir plus en sécurité dans l'exercice de leurs fonctions. Dans une dynamique d'auto-renforcement, cela encouragerait davantage de femmes en politique à porter plainte. À mesure que plus d'histoires sont dévoilées, les mécanismes de signalement et de responsabilisation peuvent être améliorés.

3. Les réseaux sociaux offrent un espace dans lequel la violence psychologique (Ex. Remarques sexistes et misogynes, images humiliantes, harcèlement moral, intimidation et menaces) est perpétrée contre des femmes en politique. Comment expliquez-vous cela ? Comment pouvons-nous nous assurer que les réseaux sociaux soient un forum sécurisé pour elles ?

Les actes de violence psychologique contre les femmes sont répandus sur les réseaux sociaux. La prise de conscience de l'impact négatif de cette violence à l'égard des femmes en politique sur leur capacité à faire leur travail librement et en toute sécurité et, par extension, sur la santé des institutions démocratiques, est faible. [Agripinner Nandhego cite l'expérience d'une députée de l'Ouganda](#) qui après avoir dénoncé le harcèlement sexuel sur les réseaux sociaux à la police et comparu devant un tribunal pour se défendre en utilisant le [Computer Misuse Act 2011](#) qui criminalise la cybercriminalité, a été vivement critiquée par les politiciens et l'opinion publique pour avoir signalé ce qui est considéré comme un "événement normal".

Les réseaux sociaux offrent des fonctionnalités uniques qui les rendent adaptées aux auteurs d'actes de violence psychologique contre les femmes en politique. Alors que l'accès direct aux politiciens et la vitesse à laquelle l'information est partagée sur les réseaux sociaux peuvent contribuer à des démocraties plus

fortes et plus transparentes, ce sont des armes à double tranchant qui permettent à des discours de haine d'apparaître et de se répandre de manière incontrôlable, amplifiant ainsi la violence.

En outre, la violence perpétrée sur les réseaux sociaux bénéficie d'un degré important d'impunité juridique et morale. Les possibilités de messagerie privée et d'anonymat offertes par ces plateformes compliquent les poursuites et encouragent les auteurs. Par exemple, [Batoul Abdel Hay](#) raconte l'[histoire](#) d'une députée d'**Autriche** condamnée pour diffamation à l'encontre d'un propriétaire d'un magasin qu'elle a accusé publiquement de la harceler sexuellement sur Facebook car, même si les messages provenaient de son compte personnel, elle n'a pas pu prouver à la cour que c'était bel et bien lui l'expéditeur. Pour sa défense, le propriétaire du magasin a fait valoir que tous ses clients ont accès à son ordinateur et à son profil Facebook. La députée a posté les messages de harcèlement sur sa propre page pour se défendre car, comme ces messages étaient privés, elle ne pouvait pas le poursuivre en justice pour agression sexuelle publique.

Les compagnies des réseaux sociaux et les régulateurs ont du mal à trouver la balance entre la promotion de la liberté d'expression et les poursuites du discours haineux. Des outils tels que la modération de discussions, les signalements d'utilisateurs et la censure peuvent supprimer les attaques, mais ils sont souvent utilisés une fois les faits accomplis et il est difficile de les défaire. [Gabrielle Bardall](#) affirme que les particularités des réseaux sociaux facilitent les attaques dites « fondées sur la moralité », telles que les accusations de prostitution, d'homosexualité et d'échec du devoir maternel, à travers la profusion d'images et de vidéos. Les insultes et les images dégradantes éditées pour sexualiser des femmes leaders constituent une menace pour leur sécurité. Ces attaques entraînent des coûts plus élevés pour les femmes que leurs collègues masculins en raison du double standard qui prévaut en ce qui concerne la moralité des hommes et des femmes en politiques. Ce phénomène peut dissuader d'autres femmes d'envisager un rôle en politique.

Les participants proposent de pousser les compagnies des réseaux sociaux à assumer plus de responsabilité face au comportement violent de leurs utilisateurs et à investir davantage dans la résolution du problème qu'elles ont contribué à créer. Cela pourrait être fait en utilisant des outils de détection automatique ciblée et stricte dans toutes les langues et dialectes qui serait suivie de la suppression systématique de commentaires violents, ainsi que du signalement public des auteurs. Les utilisateurs enclins à publier du contenu haineux pourraient avoir un symbole spécial ou une note attachée à leur profil. Après quelques incidents, leurs profils pourraient être désactivés. En outre, les lanceurs d'alerte peuvent recevoir une sorte de récompense pour avoir signalé un contenu haineux, qu'il s'agisse d'une simple note de remerciement ou d'un crédit leur permettant d'acheter un espace publicitaire ou un produit spécial.

[Seyi Akiwowo](#) partage son expérience des abus en ligne et son initiative pour aider d'autres femmes à éviter la même expérience. Quand une vidéo de son [discours](#) au Parlement européen est devenue virale en 2017, en tant que jeune femme noire en politique, elle a été soumise à « d'horribles abus et harcèlements en ligne ». Elle a par conséquent fondé [Glitch](#), une organisation à but non lucratif basée au **Royaume-Uni** visant à mettre fin aux abus en ligne, y compris la violence à l'égard des femmes en politique. En choisissant le nom [Glitch](#), qui signifie un dysfonctionnement temporaire d'équipement en anglais, la fondatrice a pour objectif que les générations futures se tournent vers le passé et qualifient la

prévalence des abus et du harcèlement en ligne fondés sur le sexe comme un simple « glitch » dans l'histoire.

Glitch a pour but de faire d'Internet et des réseaux sociaux un espace sûr pour les femmes politiques et sa stratégie repose sur trois fronts. Premièrement, des ateliers techniques sont proposés pour autonomiser les femmes et les aider à faire face à l'environnement en ligne hostile, ainsi que des ateliers sur la citoyenneté numérique pour les jeunes afin d'aider les futures générations à devenir de bons citoyens en ligne. Deuxièmement, une culture de « spectateurs actifs » est encouragée par le biais du plaidoyer. Troisièmement, une campagne sur une taxe tech a été lancée, demandant aux gouvernements de collecter des fonds auprès des compagnies des réseaux sociaux pour lutter contre les abus en ligne. Ces fonds seraient utilisés pour sensibiliser le public aux abus en ligne et aux violences à l'égard des femmes en politique afin que davantage de femmes puissent s'exprimer en sécurité sur les réseaux sociaux.

[Seyi Akiwowo](#) rapporte que le NDI mène actuellement une analyse des données du discours politique sur Twitter parmi des étudiants d'Indonésie, du Kenya et de Colombie afin de mieux comprendre l'impact de la violence sur la participation politique et l'ambition des femmes.. Les conclusions serviront à mieux cibler les efforts de plaidoyer pour promouvoir la réforme des politiques des compagnies des réseaux sociaux et des cadres juridiques nationaux et internationaux afin de garantir que les femmes participent aux discussions en ligne sans craindre la violence.

4. La violence à l'égard des femmes en politique rend le travail des politiciennes difficile et potentiellement dangereux et par conséquent peu attrayant comme choix de carrière. Quel message donneriez-vous aux femmes découragées de s'engager dans la vie politique à cause de la peur ou du risque de violence ?

Les femmes en politique sont confrontées à une violence incessante, qu'elle soit en ligne ou hors ligne, car elles menacent les privilèges dont les hommes ont toujours joui. « Les enjeux sont très importants en politique, car la politique est le business du pouvoir », déclare [Gabrielle Bardall](#). Etant donné que le pouvoir est pris et jamais offert, les femmes n'ont pas d'autre choix que de continuer à affirmer leur présence en politique et à revendiquer leur droit à l'égalité avec les hommes en résistant aux tentatives d'intimidation et d'exclusion.

Les participantes conviennent qu'il est important que les femmes en tant que groupe construisent des réseaux de soutien solides pour les aider à combattre la violence. Les caucus de femmes sont un bon exemple de réseau national où les femmes parlementaires peuvent demander de l'aide indépendamment de leur appartenance partisane, déclare [Agripinner Nandhego](#). [Akua Dansua](#) cite iKNOW Politics en tant que réseau en ligne mondial efficace qui facilite l'échange d'expériences de femmes en politique et éduque, encourage et responsabilise davantage de femmes, en particulier les jeunes femmes, à se porter candidates à des fonctions politiques. Avoir plus de femmes en politique est le premier moyen de défense contre la violence à l'égard des femmes et l'élimination totale de la violence. Avec plus de femmes parmi les législateurs, il y a un plus grand potentiel pour des lois et des pratiques plus sensibles au genre, des sociétés plus justes et moins violentes.